



Gironde

Déclaration liminaire CAPL du 20/11/2018
Opérations de réorganisation à effet du 01/01/2019
Mouvement spécial d'affectation des agents de catégories B

M. le Président

Indépendamment des attaques répétées contre les salariés en général, les sujets de mécontentement pour les fonctionnaires ne manquent pas :

- Suppressions d'emplois
- Abandons programmés de missions au nom de la réduction de la dépense publique
- Gel du point d'indice

Les suppressions d'emplois massives à la DGFIP aboutissent à une dégradation générale des conditions de travail, de la qualité du service rendu et l'impossibilité d'accomplir l'intégralité de nos missions.

Ces faits semblent être ignorés de M. DARMANIN qui ne cesse de faire des effets d'annonce parfois rassurants « *le PAS est prêt ET fiable* ».... parfois menaçant « *nous allons vérifier les réseaux sociaux pour faire des analyses de cohérence de patrimoine....* » -

Depuis 2014, des fusions et absorptions de services sont programmées dans toutes les filières. Que va-t-il rester du réseau de la DGFIP ? Là est la question ?».

Récemment, le Ministre de l'action et des comptes publics multiplie les annonces de maintien de trésoreries en milieu rural pourtant menacées de fermeture par un aménagement des structures et du réseau (ASR) conduit au pas de charge

Doit-on croire à un revirement de tendance après, par exemple, la fermeture massive de nombreuses trésoreries depuis une dizaine d'années ainsi que la suppression de 30 000 postes en 15 ans? Au contraire.

Le 13 juillet le Directeur de la DGFIP n'a-t-il pas déclaré que le mouvement de fermeture des trésoreries serait "accélééré" ces prochaines années sur l'ensemble du territoire ? L'objectif est "de resserrer très significativement le nombre de nos implantations" précise le directeur. On ne peut être plus clair.

Pour **FO-DGFIP** l'annonce faite par le Ministre n'est qu'une mesure politicienne de l'ancien monde pour répondre à la grogne des maires afin d'éviter une déroute électorale.

FO-DGFIP ne pense pas que les fermetures vont cesser surtout avec l'annonce de la suppression de 2130 emplois en 2019.

Et l'addition pourrait encore s'alourdir si l'on en croit la déclaration du premier ministre qui prévoit la suppression de plus de 10 000 postes pour 2020 pour parvenir à 50 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique d'État à la fin du quinquennat.

Comment le directeur général compte-t-il assumer, devant les usagers, la mise à sac du service public induite par cette mécanique destructrice ? En généralisant la fusion des SIP – SIE, des SPF? En abandonnant des missions en catimini, voire en les privatisant comme dans le cadre du Prélèvement à la source ?

Vous vous rendez dans les services pour annoncer aux agents que leur cadre de vie va être bouleversé, que le temps de trajet va être allongé, que leur vie sociale va être modifiée et que leur environnement professionnel va être non choisi.

Vous êtes en train de créer une désorganisation massive de l'ensemble des services du département et une totale démotivation des agents.

Nous avons pu constater leur désarroi. Vous n'avez que des contraintes à offrir.

Le motif principal mis en avant est toujours la diminution des moyens humains et financiers.

Pourtant **FO-DGFIP** vous a demandé une fois de plus de stopper toutes les réorganisations lors du CTL qui s'est tenu le 11 septembre dernier.

Ce mercredi 14 novembre, la direction locale nous avait convoqués à un comité technique, pour continuer à supprimer des services et des emplois en fusionnant des SPF de Gironde. Face à l'aveuglement et à la surdité de la direction locale **FO-DGFIP** est fermement opposé à ces fermetures et a décidé de sortir de ce CTL.

Rien ne pressait mais la direction, aussi sourde que peut l'être le gouvernement, conduisant l'Adaptation des Structures et du Réseau au pas de charge, ne pouvait pas attendre la fin de la période électorale.

FO rappelle que les agents endurent les réorganisations et le mécontentement des usagers. Ils subissent eux aussi les taxes qui frappent sans distinction.

Mais rien n'y fait. Ce gouvernement entend mais ne comprend pas. De sourd il est devenu autiste. Un gouvernement isolé, aux abois, un Président qui rêvait d'un monde sans corps intermédiaires mais qui regrette que les syndicats n'organisent pas le mouvement des "gilets jaunes". Un exécutif affaibli dont le 1er ministre qui se veut encore droit dans ses bottes mais qui fait face à une jacquerie dont le mécontentement des "gilets jaunes" exprime la colère de la classe ouvrière laissée pour compte.

Pour mettre fin aux mesures destructrices de la DGFIP, FO-DGFIP cherche le rapport de force dans l'unité pour revendiquer :

- L'arrêt des restructuration par des suppressions-fusions
- Le maintien de nos missions et la sauvegarde du réseau par un service public de proximité, assuré par des agents de la DGFIP.
- Le maintien des CAP nationales et locales
- Des règles de gestion plus favorables avec droit au retour
- Augmentation et rattrapage du point d'indice
- Le renforcement d'une fonction publique de carrière
- Le renforcement du statut national et des statuts particuliers de la fonction publique
- Le recrutement sous statut avec l'arrêt du recrutement par contrat